

**Questions à la DDT de l'Isère, Service Environnement**  
**dans le cadre de l'enquête publique relative à la demande d'AUP pour l'irrigation**  
**portée par l'OUGC 38**  
**le 15/02/2018**

La commission a pu relever lors de l'enquête un certain nombre d'interrogations portant sur l'effectivité des mesures prises en période de sécheresse.

1/ Sur la période de référence utilisée pour l'étude d'impact de la demande d'AUP, combien d'arrêtés sécheresses ont-ils été pris ? Sur quelle période dans chaque cas ? A partir de quels indicateurs ? Y-a-t-il automaticité de la mesure de restriction à partir de l'atteinte de seuils d'alerte ? Dans le cas contraire, et sur les années de référence, dans quel délai l'arrêté sécheresse a-t-il été pris le cas échéant, à partir du constat de franchissement du seuil d'alerte ?

Quelle est la composition du Comité Départemental de l'Eau et quel est le statut et le rôle de cette instance ?

2/ La question du respect de ces arrêtés sécheresse a été évoquée notamment en réunion publique de Saint Marcellin le 18 janvier, il semblerait, d'après les indications fournies à cette occasion, que la profession agricole respecterait plutôt bien les arrêtés sécheresse. Comment cela est-il mesuré ? Combien de contrôles sont effectués dans un tel cas ? Quelle proportion cela représente-t-il par rapport à la totalité des installations d'irrigation ?

La commission souhaite connaître les mesures de police de l'eau prises dans chacun des cas pendant la période de référence : nombre de contrôles, nombre de PV d'infraction, conséquences en cas d'infraction constatée.

3/ Des indicateurs de suivi de la ressource sont installées sur certaines parties du territoire : relevés piézométriques ou sondes sur les cours d'eau. Qui décide de leur implantation ? Existe-t-il une liste officielle de ces équipements sur le périmètre de l'OUGC ? Qui collecte et gère les données ?

4/ Comment est mesurée l'effectivité des arrêtés sécheresse sur la capacité de restauration de la ressource ?

5/ Comment se fera l'articulation entre l'arrêté d'AUP, qui constitue un document cadre sur 10 ans et l'arrêté préfectoral qui sera pris chaque année pour déterminer les volumes prélevables et leur répartition par irrigant ?

6/ certains SAGE sont en cours d'approbation ou de révision, de même que le SDAGE, comment ces documents qui s'imposent juridiquement à l'AUP seront ils intégrés, conformément aux dispositions de l'Art. R. 214-31-2 du code de l'environnement ?  
?

7/ Quels indicateurs de l'impact du changement climatique sur l'évolution de la ressource en eau existent ou seront mis en place sur le territoire de l'Isère ? Qui collecte et gère les données ? Comment l'AUP pourrait-il être amené à évoluer en fonction de ces indicateurs ?

8/ Un bilan à mi parcours a été évoqué, notamment lors des réunions publiques des 10 et 18 janvier, quelles en seront les modalités et selon quels critères l'AUP initial pourrait-il être modifié ?